

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
G/AG/NG/R/10
25 février 2002

(02-0940)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

RAPPORT SUCCINCT DE LA DIXIÈME RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE TENUE LE 7 FÉVRIER 2002

Note du Secrétariat

1. Comme le Conseil général en est convenu à sa réunion des 7 et 8 février 2000, les négociations sur la poursuite du processus de réforme, prévues à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, sont menées au cours de sessions extraordinaires du Comité de l'agriculture (paragraphe 12 du document WT/GC/M/53). La dixième réunion formelle s'est tenue le 7 février 2002 sous la présidence de Mme l'Ambassadeur Apiradi Tantraporn (Thaïlande).

2. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/1708 a été adopté.

POINT A: PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA DEUXIÈME PHASE DES NÉGOCIATIONS

i) *Rapport succinct de la Présidente sur les travaux approfondis menés à la réunion informelle en session extraordinaire des 4-6 février*

3. Conformément aux arrangements convenus pour la deuxième phase des négociations (paragraphe 4 du document G/AG/NG/7), la Présidente a élaboré le rapport ci-après sur les principaux éléments des travaux approfondis menés au cours de la réunion informelle en session extraordinaire qui s'est tenue du 4 au 6 février 2002:

"Dans le cadre du Programme de travail pour la deuxième phase des négociations sur l'agriculture, les Membres sont convenus que la Présidente présenterait un rapport sur les sessions extraordinaires informelles aux réunions formelles (G/AG/NG/7). Le rapport ci-après porte sur les débats qui ont eu lieu à la dernière réunion informelle en session extraordinaire de la phase 2, en début de semaine, du 4 au 6 février 2002. Je tiens de nouveau à souligner que ce rapport, que je présente sous ma propre responsabilité, ne vise pas à donner un compte rendu détaillé et exhaustif des débats, mais à résumer très brièvement certains des principaux points qui ont été soulevés pendant la réunion informelle en session extraordinaire.

À la réunion informelle, les travaux ont porté sur les questions suivantes: catégorie développement, producteurs d'un seul produit, petits pays en développement insulaires, traitement spécial et différencié et certaines questions additionnelles soulevées par les Membres. Les débats se sont déroulés en partie sur la base des propositions et documents détaillés présentés par les Membres. Je n'essayerai pas de résumer ces communications. Elles ont été distribuées aux participants et constituent la seule source autorisée décrivant la position de ces Membres. Le présent rapport doit donc être lu conjointement avec les communications présentées par ces Membres et les diverses déclarations qui ont été distribuées au cours de la réunion informelle.

Catégorie développement

S'agissant de la catégorie développement, des communications ont été présentées par un groupe de pays en développement qui incluait Cuba, El Salvador, le Honduras, le Kenya, le Nigéria, le Pakistan, la République dominicaine, Sri Lanka et le Zimbabwe, ainsi que par la Suisse, et une communication additionnelle a été présentée par Maurice.*

Nombreux sont ceux qui ont relevé l'importance accordée au développement dans le Programme de Doha pour le développement et il a été suggéré que la création d'une catégorie développement pourrait constituer un moyen de traduire cette reconnaissance dans la pratique. L'objectif proposé de la catégorie était de permettre aux pays en développement de répondre à des préoccupations relatives à l'agriculture telles que la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et le développement rural. Les raisons avancées pour justifier la proposition étaient notamment l'existence de niveaux de développement différents dans des pays différents et les problèmes différents qui se posent à eux, les niveaux élevés de soutien et de protection que l'on trouve dans certains pays riches et la nature différente de l'agriculture dans les pays en développement par rapport aux pays développés. Il a été suggéré qu'il serait particulièrement profitable aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires de pouvoir stimuler la production intérieure en lui accordant soutien et protection et d'améliorer ainsi la sécurité alimentaire tout en atténuant la pauvreté rurale. Il a été proposé que la catégorie développement couvre les domaines suivants: mesures liées à l'accès aux marchés, soutien interne, concurrence à l'exportation et assistance technique et financière. Elle pourrait aussi inclure la réforme dans d'autres pays, comme l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exportations en provenance des pays en développement.

Sur le principe, de nombreux Membres étaient favorables à l'idée d'une catégorie développement, mais les avis divergeaient quant à la question de savoir quels Membres devraient pouvoir l'utiliser, les mesures qu'elle viserait et les questions que l'on pouvait traiter.

Certains Membres ont proposé que la catégorie ménage aux pays en développement une flexibilité considérable de plusieurs façons, y compris en décidant des produits qui feraient l'objet d'engagements, des engagements qu'ils prendraient et des règles et disciplines qui s'appliqueraient. Les mesures spécifiques proposées incluaient notamment la révision des consolidations tarifaires sur certains produits, l'accès à la clause de sauvegarde spéciale concernant l'agriculture pour tous les pays en développement et la possibilité pour chaque pays en développement de choisir les produits agricoles qui feraient l'objet d'engagements dans le cadre de l'OMC. En outre, on a noté qu'il fallait accorder une assistance technique et financière plus importante ainsi qu'un accès amélioré aux marchés des pays développés.

D'autres Membres ont relevé que les différents pays étaient à des stades de développement différents dans des secteurs différents et que certains pays en développement avaient des secteurs agricoles bien développés et compétitifs. Ces pays, a-t-on laissé entendre, pourraient ne pas avoir besoin de la flexibilité d'une catégorie développement. Certains Membres ont par ailleurs donné à penser qu'il fallait une approche progressive, qui pourrait permettre à des groupes de pays différents d'avoir accès à des mesures différentes. Cependant, les avis divergeaient quant au point de savoir s'il fallait entendre par là une flexibilité dans le cadre d'un ensemble unique de règles pour tous les pays, assorties de certaines exceptions, soit pour

* Ces communications ont été initialement présentées oralement durant la session extraordinaire informelle.

tous les pays en développement, soit pour certaines catégories d'entre eux, ou si cela voulait dire des règles distinctes pour différentes catégories.

Plusieurs pays en développement Membres ont indiqué que la catégorie développement ne devrait pas permettre à un Membre de porter atteinte aux intérêts commerciaux d'autres pays en développement et qu'en fait, il fallait encourager les échanges commerciaux entre les pays en développement. À leur avis, la principale cause d'injustice dans le système mondial de commerce des produits agricoles résidait dans les niveaux élevés de soutien et de protection que de nombreux pays développés avaient le droit d'appliquer grâce aux engagements qu'ils avaient pris au titre de l'Accord sur l'agriculture et que le moyen d'aller de l'avant offrant les meilleures perspectives était de se concentrer sur ces questions dans les négociations. Dans ce contexte, on a souligné, par exemple, que les pays en développement ne pouvaient guère faire usage de la flexibilité dans le cadre du soutien interne car ils n'avaient pas les moyens d'accorder des subventions importantes et, en tout état de cause, ils ne pouvaient pas concurrencer les niveaux élevés de soutien que les pays développés riches étaient en mesure de maintenir. Certains de ces Membres ont suggéré que les mesures qui pourraient être prises au titre d'une catégorie développement devraient viser des questions spécifiques telles que la pauvreté rurale ou la sécurité alimentaire, ne devraient entraîner que des distorsions minimales des échanges et ne devraient pas se traduire par une discrimination entre les pays en développement.

Certains Membres ont également indiqué que les objectifs du programme de réforme avaient été clairement établis par les Ministres à Doha et qu'ils s'appliquaient à tous les Membres. Certaines des mesures proposées, comme le fait de ne pas soumettre des produits aux disciplines ou de relever les consolidations tarifaires, entraîneraient les Membres qui les appliqueraient dans la direction opposée et n'étaient pas admissibles. À leur avis, tous les Membres auraient à prendre des engagements pour poursuivre la réforme et on a indiqué que les éventuelles exemptions décourageraient les autres Membres d'entreprendre une libéralisation plus poussée. Par ailleurs, il fallait certes traiter les questions intéressant le développement dans les négociations et les prendre en compte dans les résultats de celles-ci, mais les mêmes règles n'en devraient pas moins s'appliquer à tous les Membres sans créer de nouvelles catégories.

Il a également été indiqué que certaines des questions que la catégorie développement pourrait viser, comme la sécurité alimentaire et l'environnement, intéressaient tous les Membres. En outre, d'autres groupes de pays, comme les économies en transition et/ou les Membres ayant récemment accédé à l'OMC, ont dit qu'ils étaient en train de mettre en place des réformes difficiles et qu'ils avaient besoin d'une certaine forme de flexibilité pour répondre à leurs préoccupations.

Producteurs d'un seul produit

Le Groupe africain a présenté une communication sur les producteurs d'un seul produit et Maurice a présenté une communication additionnelle au cours des débats.

On a noté que les recettes d'exportation de nombreux pays en développement étaient tributaires d'un seul produit. En raison des faibles prix des produits, des fluctuations de prix et des difficultés qu'ils rencontraient pour obtenir un accès aux marchés, développer des industries alimentaires ou diversifier leurs économies, ces pays étaient vulnérables aux chocs économiques. Il a été proposé que ces problèmes puissent être traités par un certain nombre de mesures, notamment l'amélioration de l'accès aux marchés, l'élimination de la progressivité des tarifs, un meilleur transfert de technologie et des règles applicables aux sociétés privées

possédant un pouvoir d'intervention sur le marché semblables à celles qui s'appliquaient aux entreprises commerciales d'État.

Les difficultés que rencontrent les producteurs d'un seul produit ont été largement reconnues et plusieurs Membres se sont dits en accord avec certaines des propositions telles que la suppression des crêtes tarifaires et de la progressivité des tarifs et le renforcement de l'assistance technique et financière, en particulier pour satisfaire aux normes dans les domaines des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce sur les marchés d'exportation. Certains Membres ont aussi fait observer qu'il importait que certains producteurs d'un seul produit aient un accès aux marchés préférentiel et ont souligné les problèmes que pouvait causer l'érosion des préférences.

On a relevé que, par le passé, les accords sur les produits de base s'étaient soldés par des échecs et on a laissé entendre qu'il était par conséquent peu probable qu'ils donnent de bons résultats à l'avenir. Certains pays en développement ont aussi souligné qu'ils avaient réussi à diversifier leurs économies et à ne plus dépendre d'un petit nombre de produits en développant d'autres secteurs de l'agriculture et d'autres secteurs économiques comme le tourisme et l'industrie manufacturière. Les nouvelles règles ou les nouveaux engagements ne devraient pas établir de discrimination à leur égard ou vis-à-vis d'autres pays en développement au profit de telle ou telle autre catégorie de pays en développement. On a également relevé que, pour pouvoir tirer parti des nouvelles possibilités commerciales, un pays avait souvent besoin de procéder à une réforme interne.

Petits États en développement insulaires

Une communication a été présentée par un groupe de petits États en développement insulaires comprenant le Commonwealth de la Dominique, Fidji, la Jamaïque, Madagascar, Maurice, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago, et une communication additionnelle a été présentée par Maurice.

On a souligné que les petits États en développement insulaires étaient peu susceptibles de profiter de la libéralisation des échanges car ils ne pouvaient pas réaliser d'économies d'échelle, étaient souvent éloignés des marchés d'exportation et subissaient fréquemment des catastrophes naturelles qui affectaient souvent toute la zone d'un petit État insulaire. Plusieurs propositions ont été présentées pour répondre à leurs besoins particuliers, notamment une amélioration de l'accès aux marchés pour leurs exportations grâce à des mesures comme les préférences tarifaires, l'attribution de contingents tarifaires et des dérogations temporaires à leurs obligations dans le cadre de l'OMC dans certaines circonstances, comme lorsqu'ils se rétablissent à la suite d'une catastrophe naturelle. On a souligné qu'en raison de leurs petites dimensions et de la faible part du commerce mondial qu'ils représentaient, ces mesures ne devraient pas avoir d'effets défavorables sur les autres pays. Certains petits États en développement insulaires ont également indiqué qu'ils ne cherchaient pas à éviter de prendre des engagements ou de participer à la réforme agricole et qu'ils avaient besoin que leur situation spécifique soit reconnue et qu'on leur ménage une certaine flexibilité pour répondre à leurs préoccupations.

D'autres Membres ont exprimé leur compréhension aux petits États en développement insulaires et certains ont convenu qu'il fallait améliorer l'assistance technique et financière, malgré une divergence d'opinions quant à la façon dont cette assistance pourrait être mise en œuvre. Ils ont relevé les similarités existant entre les petits États en développement insulaires et les producteurs d'un seul produit dont on avait débattu auparavant et certains ont souligné que le programme de travail sur les petites économies pourrait constituer un cadre utile pour continuer d'analyser cette question.

Des pays en développement ont fait observer qu'ils avaient aussi subi des catastrophes naturelles et qu'ils étaient éloignés de leurs principaux marchés d'exportation et certains pays ont mis en avant les efforts qu'ils déployaient pour diversifier leurs économies. On a également relevé que l'accès préférentiel dont bénéficiaient certains pays depuis quelques années n'avait pas permis d'accroître la part de marché de leurs exportations. Cependant, d'autres pays ont souligné l'importance des préférences et ont laissé entendre que les réductions tarifaires générales devraient tenir compte de l'érosion, tandis que d'autres ont fait observer que les négociations ne devraient pas se traduire par de nouvelles distorsions des échanges commerciaux qui nuisaient aux autres pays en développement ou établissaient une discrimination à leur égard.

Certains Membres ont aussi relevé qu'il n'était pas obligatoire que les avantages issus de la libéralisation des échanges se réalisent dans le secteur de l'agriculture et que d'autres secteurs, comme le tourisme, pouvaient bénéficier de l'amélioration de l'accès aux produits agricoles importés.

De même que dans d'autres domaines débattus au cours de la session extraordinaire informelle, les avis divergeaient au sujet de la flexibilité en faveur de certains groupes de pays. Des Membres ont indiqué qu'il n'était pas possible d'appliquer une approche "identique pour tous" à l'agriculture car chaque pays avait besoin de pouvoir répondre à ses préoccupations spécifiques. En revanche, d'autres ont indiqué que l'OMC ne devrait pas créer de nouvelles catégories de Membres avec des règles différentes s'appliquant à chaque catégorie car une telle approche entraînerait une fragmentation des règles commerciales.

Traitement spécial et différencié

Des communications générales sur le traitement spécial et différencié ont été présentées par l'Inde et par un groupe de pays en développement comprenant Cuba, El Salvador, le Groupe africain, le Honduras, le Kenya, le Pakistan, la République dominicaine et Sri Lanka. En outre, la Colombie et la Bolivie ont présenté des communications sur le traitement spécial et différencié lié à la diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites et Maurice a présenté une communication additionnelle.

S'agissant du traitement spécial et différencié, il a été généralement indiqué que les pays en développement avaient besoin d'une flexibilité considérable pour répondre à des préoccupations telles que leur faible niveau de développement, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et le développement rural. Ce traitement avait notamment pour objectifs de réduire les inégalités que comportaient les règles commerciales applicables à l'agriculture et de permettre aux pays en développement de stimuler leur production intérieure et de répondre à des préoccupations comme la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Il a été indiqué que le traitement spécial et différencié existant, qui consistait principalement en un allongement des périodes de mise en œuvre et en une réduction des engagements, était insuffisant. De plus, les dispositions visant les pays en développement étaient souvent peu utiles ou, lorsqu'elles portaient sur les engagements pris par les pays développés, n'avaient pas été mises en œuvre.

Un certain nombre de propositions spécifiques ont été faites, notamment l'amélioration de l'accès aux marchés d'exportation, la protection des marchés intérieurs pour certains produits en réévaluant les consolidations tarifaires en vigueur et une certaine flexibilité pour soutenir et encourager la production intérieure. Il a également été proposé que les pays en développement aient accès à une clause de sauvegarde spéciale pour faire face aux brusques poussées des importations, encore que d'autres pays en développement aient laissé entendre

qu'il vaudrait mieux utiliser une forme de droit compensateur à l'égard des produits importés dont la production ou l'exportation avait été subventionnée.

Beaucoup de Membres ont relevé que le programme de Doha pour le développement accordait une priorité élevée au traitement spécial et différencié, qu'il faisait partie intégrante des négociations et qu'il devait être dûment pris en compte dans les nouveaux engagements des Membres et dans les règles et disciplines applicables au commerce des produits agricoles.

Certains Membres ont aussi fait observer que la Déclaration ministérielle plaçait le traitement spécial et différencié dans le contexte de l'objectif global de la mise en place d'un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché. Cet objectif devait être atteint par des améliorations substantielles de l'accès aux marchés, un abaissement substantiel du soutien interne ayant des effets de distorsion sur les échanges et des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de les éliminer progressivement. Ainsi, tous les Membres auraient à participer à la réforme. De fait, pour bénéficier du commerce, il faudrait qu'ils participent car les avantages provenaient aussi bien des importations que des exportations. Dans le cadre du processus de réforme, un traitement spécial et différencié serait nécessaire et certaines possibilités seraient accordées pour faciliter l'ajustement à un régime de commerce plus libéral. Cependant, le traitement spécial et différencié ne devrait pas être préjudiciable aux autres pays en développement ni entraîner une discrimination entre différentes catégories de pays en développement. Dans ce contexte, on a relevé qu'il ne faudrait pas faire obstacle au commerce Sud-Sud, qui représentait déjà une part importante du commerce des produits agricoles, mais plutôt l'encourager.

On a souligné que de nombreux pays en développement disposaient déjà d'une flexibilité importante puisqu'ils appliquaient des tarifs bien inférieurs aux taux consolidés et que les niveaux réels des subventions qu'ils accordaient étaient bien inférieurs aux limites qu'ils avaient acceptées dans le cadre du Cycle d'Uruguay. En outre, pour bénéficier pleinement de nouvelles possibilités commerciales, tant en ce qui concernait les importations que les exportations, il fallait souvent procéder à une réforme intérieure.

On a également souligné que les producteurs de produits agricoles des pays en développement étaient confrontés à la concurrence de producteurs subventionnés des pays développés et que l'accès à ces pays était souvent difficile en raison des tarifs élevés, des crêtes tarifaires et de la progressivité des tarifs. Le meilleur moyen de donner effet au traitement spécial et différencié était donc de réduire les inégalités que comportaient les règles commerciales applicables aux produits agricoles en abaissant le soutien et la protection dans ces pays riches. Certains Membres ont indiqué qu'ils ne pouvaient pas envisager de réduire les tarifs à moins que les pays développés n'abaissent ou n'éliminent leurs niveaux élevés de soutien interne et de subventions à l'exportation. Il a aussi été noté que la période de mise en œuvre pour les pays développés était arrivée à son terme et que, par conséquent, une contribution initiale devrait être faite sous une forme quelconque au commencement de leur période de mise en œuvre suivante.

Plusieurs pays ont indiqué que les préoccupations soulevées par certains pays en développement pour justifier le traitement spécial et différencié, comme la sécurité alimentaire, la viabilité des zones rurales et la protection de l'environnement, étaient aussi partagées par d'autres pays. Les règles et les engagements concernant le commerce des produits agricoles devaient tenir compte des besoins de tous les pays et leur permettre de répondre à leurs préoccupations spécifiques.

S'agissant de la question spécifique de la diversification par le remplacement de la production de produits narcotiques illicites, plusieurs mesures ont été proposées en vue d'appuyer les

efforts déployés à l'échelle nationale pour encourager la diversification. Il pourrait s'agir notamment d'offrir l'accès aux marchés en franchise de tarifs et sans contingents pour les produits de remplacement et de ménager une certaine flexibilité en ce qui concerne toutes les mesures de soutien interne liées à la diversification. On a souligné que tous les pays participant à la chaîne qui va de la production à la consommation partageaient la responsabilité d'éradiquer la production et la demande de plantes narcotiques illicites et que le meilleur moyen d'y parvenir était d'encourager la production de produits agricoles licites.

Plusieurs Membres appuyaient les objectifs généraux de la diversification et l'idée d'une responsabilité partagée. Cependant, certains Membres se sont déclarés préoccupés par le fait que les propositions, telles qu'elles étaient formulées, pourraient être dommageables pour la production et les exportations dans d'autres pays en développement.

Autres questions

Des communications ont été présentées sur la catégorie verte et l'aide alimentaire par certains membres de la CARICOM, notamment Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Belize, le Commonwealth de la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la République de Trinité-et-Tobago, et le Suriname. Une communication sur l'augmentation des contingents tarifaires a également été présentée par la Nouvelle-Zélande, et une communication additionnelle, par Maurice, sur la catégorie verte.

S'agissant de la catégorie verte, on a relevé qu'elle ne devrait contenir que les subventions qui, au plus, avaient des effets minimes de distorsion sur les échanges. Cependant, en raison des niveaux élevés des dépenses dans certains pays développés au titre des dispositions de la catégorie verte relatives aux versements directs aux exploitants agricoles et du fait que l'on faisait passer le soutien des catégories orange et bleue à la catégorie verte, les effets en termes de richesse et de revenu pouvaient fausser considérablement la production et le commerce. En revanche, les pays en développement n'avaient pas les moyens d'accorder des niveaux de subventions importants et les effets de distorsion sur les échanges de ces subventions étaient très faibles. Il a donc été proposé que les pays en développement disposent d'une plus grande flexibilité dans le cadre de la catégorie verte et qu'une définition de la notion de distorsion minimum des échanges soit donnée pour aider à la mise en œuvre.

Certains Membres ont souligné qu'il fallait que les subventions aient, au plus, des effets minimes de distorsion sur les échanges pour pouvoir relever de la catégorie verte et tout déplacement en faveur de cette dernière devrait être bien venu. Par ailleurs, il ne suffisait pas de notifier une subvention comme entrant dans cette catégorie pour lui conférer une protection en vertu de la clause de paix et les autres Membres pouvaient contester ces classifications figurant dans les notifications. D'autres Membres ont indiqué qu'un grand nombre des préoccupations soulevées étaient communes à tous les Membres, comme la sécurité alimentaire et l'atténuation de la pauvreté, et tous les Membres devraient pouvoir y répondre dans le cadre de la catégorie verte avec des dispositions additionnelles pour les pays en développement.

En ce qui concerne la question de l'aide alimentaire, certains se sont déclarés préoccupés par le fait que des Membres utilisaient l'aide alimentaire plus pour écouler les excédents et à des fins d'expansion des marchés que pour apporter une aide humanitaire. Il fallait des règles mieux conçues pour prévenir les abus de l'aide alimentaire et faire en sorte qu'elle ne soit pas utilisée pour contourner les engagements en matière de subventions à l'exportation.

Plusieurs autres Membres ont souscrit à cette analyse bien qu'on ait aussi souligné que les produits alimentaires fournis à des conditions de faveur pouvaient être un élément utile de la

sécurité alimentaire et qu'il ne fallait pas retarder l'aide alimentaire à cause des règles commerciales internationales.

L'examen de la question de l'augmentation des contingents tarifaires a été l'occasion de souligner que de nombreux marchés agricoles étaient protégés par des tarifs très élevés. En pareil cas, le contingent tarifaire jouait effectivement le rôle d'une restriction quantitative. À moins que les taux de droits hors contingent ne soient considérablement abaissés, il n'y aurait aucune amélioration substantielle de l'accès aux marchés comme le prescrivait la Déclaration ministérielle de Doha. Il a donc été proposé que les contingents tarifaires soient augmentés et un certain nombre de suggestions ont été avancées à cet égard.

Plusieurs Membres ont indiqué qu'en raison du flou juridique actuel dans lequel se trouvait l'administration des contingents tarifaires, les négociations devraient être axées en particulier sur l'élaboration de règles plus claires avant qu'on envisage d'augmenter les contingents. Il a également été noté que les pays qui administraient actuellement des contingents avec de faibles taux d'utilisation ne subiraient peut-être pas les effets de l'augmentation des contingents car les importations pourraient continuer d'être restreintes par la méthode d'administration, tandis que ceux qui avaient des taux d'utilisation élevés verraient leurs importations augmenter jusqu'à la limite fixée par le contingent. Cependant, d'autres Membres ont indiqué qu'un grand nombre de facteurs pouvaient avoir une incidence sur les taux d'utilisation des contingents tarifaires et qu'ils ne pouvaient pas servir d'indicateurs de l'efficacité de l'administration.

Il a aussi été indiqué que dans certains cas, les Membres avaient choisi le traitement spécial au titre de l'Annexe 5 de l'Accord sur l'agriculture. Ces Membres se retrouvaient à présent avec des contingents plus importants que s'ils avaient entrepris la tarification. On a toutefois souligné qu'il s'agissait d'un choix que les pays avaient fait durant le Cycle d'Uruguay et que les conséquences du traitement spécial prévu à l'Annexe 5 étaient claires à cette époque.

Tout en convenant qu'il fallait traiter la question de l'administration des contingents tarifaires, d'autres Membres ont indiqué que les réductions tarifaires à elles seules, à moins d'être considérables, ne permettraient pas d'obtenir des améliorations substantielles de l'accès aux marchés. Leur objectif à long terme était de n'avoir aucun contingent tarifaire et de disposer de véritables possibilités d'accès aux marchés au moyen des tarifs appliqués. Cependant, à moyen terme, il fallait des contingents tarifaires pour permettre un certain niveau d'accès aux marchés, et, pour obtenir des améliorations substantielles en la matière, il était nécessaire d'augmenter les contingents tarifaires, ce qui a donné lieu à plusieurs suggestions sur la manière de parvenir à ce résultat."

4. Commentant le rapport de la Présidente, qu'elle considérait comme un document équilibré et factuel, la Malaisie, appuyée par le Paraguay, a indiqué que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié ne devraient pas établir de discrimination entre les pays en développement et que les négociations ne devraient pas aboutir à la création de sous-catégories de pays en développement. Il ne faudrait pas, notamment, revenir sur la Clause d'habilitation (IBDD, S26/223). À la suite de cette intervention, Maurice, approuvé en cela par la Grenade, a fait observer que les Membres ne devraient pas préjuger l'issue des négociations. La Grenade a ajouté que la réussite de ces dernières devrait signifier que tous les Membres en retireraient un avantage. Cela pourrait se traduire par une extension de la Clause d'habilitation ou par d'autres mesures et, à ce stade des négociations, aucune proposition ne devrait être écartée.

ii) *Examen des progrès accomplis dans les négociations et achèvement du programme de travail pour la deuxième phase (paragraphe 5 du document G/AG/NG/9)*

5. Il a été convenu que la deuxième phase des négociations était à présent terminée.

POINT B: AUTRES QUESTIONS

6. Il a été noté que les principales notes d'information du Secrétariat portant sur l'accès aux marchés, le soutien interne et les subventions à l'exportation seraient révisées et actualisées, qu'une note d'information sur les contingents tarifaires répartis par adjudication était en préparation et que le Secrétariat consulterait les délégations qui avaient proposé que des notes d'information additionnelles soient rédigées.

7. La prochaine réunion formelle en session extraordinaire se tiendra en principe, concurremment avec la réunion ordinaire du Comité de l'agriculture, pendant la semaine du 25 mars 2002. Sa date précise sera mentionnée dans l'aérogramme annonçant la réunion.

POINT C: EXPOSÉ PAR LA PRÉSIDENTE DES GRANDES LIGNES DE SON RAPPORT AU CONSEIL GÉNÉRAL

8. La Présidente a exposé les grandes lignes du rapport qu'elle présenterait au Conseil général (document G/AG/NG/10).
